



COMMUNIQUE

Lancement officiel du Site Internet de l'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH)

Brazzaville le 10 décembre 2016 : l'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH) procède ce jour, au lancement officiel de son site internet :

<http://ocdh-brazza.org/>

Doté depuis sa création en 1994 d'un simple blog puis d'une page Facebook, l'OCDH souhaitait consolider son positionnement sur le web en proposant des contenus plus approfondis sur son travail d'investigation menés en faveur des droits de l'homme. Ce site conçu et développé avec l'appui technique de l'ONG française Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme (AEDH) met en avant les actions de l'OCDH, son impact et ses publications.

Grâce au projet "**MANDAT - Mobiliser et Animer les efforts de la société civile dans la lutte contre la Détention Arbitraire et la Torture**" financé par l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme de l'Union européenne, l'OCDH se dote aujourd'hui d'un nouvel outil de communication, pour sensibiliser sur les droits humains, mais aussi pour informer sur son organisation et son travail.

Financé à 90% par l'Union européenne, avec un montant d'environ **183 millions de Francs CFA pour une durée de 3 ans**, le projet MANDAT est mis en œuvre par l'AEDH et l'OCDH. Il a pour objectif ambitieux de contribuer au renforcement de l'Etat de droit en encourageant une diminution des détentions arbitraires, ainsi que des actes de torture, traitements cruels, inhumains et dégradants en République du Congo.

MANDAT s'articule autour de trois axes principaux : le renforcement des capacités et le soutien à des organisations de la société civile congolaise ; le plaidoyer et la sensibilisation de l'opinion publique ; et enfin l'identification, la protection et la défense des victimes.

L'Union européenne, foncièrement attachée aux valeurs des droits humains et de l'Etat de droit, se félicite de ce nouvel outil dont l'OCDH s'est muni et espère que par lui, il sera possible de mieux informer, alerter et documenter sur la situation des droits humains au Congo.